



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1066

19 septembre 2012

- **L'insatisfaction tend à grandir**
- **Risque de pénurie des produits de base**
- **Vives inquiétudes à Hinche sur les risques d'inondations**
- **Les policiers nationaux à Belladère mis en cause dans un contexte d'insécurité**

### >> L'insatisfaction tend à grandir

Un mouvement de mécontentement tend à gagner en intensité contre l'actuelle administration politique du président Michel Martelly et du premier ministre Laurent Lamothe.

Vie chère, insécurité, infrastructures publiques de base... sont quelques points indexés par diverses communautés, en différents points du territoire national, pour exprimer leur exaspération sur le mode de gestion d'une équipe politique, parvenue au timon des affaires publiques en mai 2011.

Aux Cayes (Sud), diverses couches se sont jointes pour organiser, en guise d'avertissement, une grève générale, qui a réussi le jeudi 13 septembre 2012. Les initiateurs de la grève aux Cayes, dont des partisans frustrés de l'actuelle administration politique, réaffirment leur intention de poursuivre la mobilisation jusqu'à ce que le gouvernement apporte une réponse à leurs revendications.

Le mercredi 12 septembre, plus d'une vingtaine d'organisations populaires, parmi lesquelles organisation « Batay ouvriye » (Lutte ouvrière), ont investi les rues du Cap Haïtien, pour dénoncer le mode de gestion du pouvoir en place et demander le départ du président Michel Martelly.

Cette manifestation culmine avec une grogne contre le chef de l'État, liée à la hausse des prix des produits alimentaires et à un conflit terrien assez bouillant dans la commune de Petite Anse (à l'est du Cap Haïtien). Le conflit terrien oppose des individus se réclamant être les descendants de l'ancien président Jean Pierre Boyer (31 mars 1818 - 13 février 1843) et des habitants de Petite Anse qui regroupe les plus grands bidonvilles du Cap, notamment les quartiers de Lafossette, Chada I et II.

### >> Risque de pénurie des produits de base

Si rien n'est entrepris très rapidement, l'État haïtien aura à faire face à une pénurie de produits de première nécessité et conséquemment à la hausse encore plus marquée des prix des dits produits, s'inquiète le ministère de commerce et d'Industrie.

Une hausse élevée des prix des produits agricoles et alimentaires de première nécessité, tels que le riz, les haricots, maïs moulu, hareng, huiles comestibles est constatée sur le marché haïtien.

« Cette évolution a engendré une situation d'inquiétudes à quelques jours de la réouverture des classes », reconnaît le ministère du

Parallèlement, des habitants de Port-Margot (Nord) continuent violemment de bloquer une route nationale (conduisant à leur bourg) pour exiger la réhabilitation de cette voie d'accès.

Le 12 septembre, une centaine d'habitants du quartier de Bino L'Esthère (au sud de Léogane) ont manifesté pour demander aux autorités d'entreprendre des travaux qui permettront de résoudre définitivement les problèmes liés aux débordements fréquents de la rivière Rouyonne.

Des démonstrations de rue ont également eu lieu la semaine écoulée dans la capitale haïtienne pour dénoncer la non concrétisation de promesses du pouvoir en place.

Pour essayer de couper court à la levée de boucliers, menaçant d'être généralisée, le gouvernement Lamothe annonce son intention d'acquérir 300 000 sacs de riz sur le marché international qu'il compte distribuer sur le marché national pour faire face à la hausse des prix. En plus du riz, le gouvernement envisage d'adopter des dispositions institutionnelles en ce qui concerne les haricots, l'huile de cuisine, le maïs et la farine.

Une commission de stabilisation des prix des biens essentiels à la consommation a vu le jour le 15 septembre, tandis que des stocks stratégiques de produits de consommation courante (y compris des produits pétroliers) pourraient être constitués pour une année afin de prévenir toute fluctuation des prix sur le marché international.

Le gouvernement n'a pas précisé dans quel délai les dispositions annoncées seront effectives.

commerce. « Il est devenu de plus en plus inquiétant, quand on sait que plus de trois millions de gens souffrent de la malnutrition, dont 77% vivent en milieu rural ».

Selon les rapports fournis par les inspecteurs du ministère du commerce, jusqu'au 31 août 2012, les importateurs de riz haïtiens n'avaient ni de stocks disponibles ni de commandes en cours.

Les commandes placées pour le riz ne sont satisfaites qu'à 35%, indique la note du ministère du commerce.

La flambée des prix des denrées alimentaires qui frappe Haïti est une conséquence de l'augmentation des prix de ces produits sur le marché mondial, résultante de la sécheresse.

La baisse accélérée des pluies a causé une sécheresse ici et ailleurs. Haïti n'est pas épargnée. Les potentielles pertes, liées à la sécheresse dans ce pays des Caraïbes, étaient estimées, en juillet 2012, à 40%.

La coordination nationale de la sécurité alimentaire prédisait déjà, depuis juillet 2012, cette hausse des prix des produits alimentaires,

## >> Vives inquiétudes à Hinche sur les risques d'inondations

### Correspondance Ronel Odatte

« La population hinchoise n'est pas à l'abri des risques d'inondations. Quelques gouttes de pluies suffisent pour créer la panique » : c'est l'avis de l'ingénieur agronome Accène Joachin, spécialiste en agro-écologie.

Les canaux sont toujours remplis de déchets organiques et de matières en plastique, alors que les rues ne sont pas drainées. De plus, la ville de Hinche est entourée par deux grandes rivières (Guayamouc, Hinquitte).. Toutes ces conditions sont favorables aux inondations, dit-il.

Le dimanche 2 septembre dernier, les habitants de plusieurs quartiers de la ville étaient sous le choc. Une pluie battante, qui a duré une demi-heure, a transformé ces quartiers en rivières. « Quand il pleut, l'on doit se préparer à toute éventualité, notre ville n'est plus protégée. Comme vous le voyez, il n'y a pas de drainage

## >> Les policiers nationaux à Belladère mis en cause dans un contexte d'insécurité

### Correspondance Shella Chauvette

Les policiers nationaux, dans la commune de Belladère, sont sous le feu des critiques, depuis qu'ils n'ont pas répondu à une demande, du conseil municipal de la ville, de sécuriser, le lundi 3 septembre 2012, le déroulement d'un tournoi de football.

Le refus des policiers, qui est arrivé dans un contexte d'insécurité rampante dans la commune, n'a pas réjoui bon nombre d'habitants. Ce refus est venu, en revanche, raviver les accusations qui enflent contre les policiers nationaux, qui seraient très « passifs ».

Commune du département du Centre, possédant 3 sections communales et comptant 80 000 habitants et située sur un point frontalier avec Commendador / Elias Pina (République Dominicaine), Belladère est desservie par seulement 10 agents de la police nationale d'Haïti.

Les jours de marché binational, pendant lesquels des milliers de personnes traversent le point frontalier, un seul policier est remarqué, faisant la navette sur la frontière, à bord d'une motocyclette, en passant par la zone dénommée "kachiman".

Pour sa part, un responsable de la direction départementale de la police nationale d'Haïti, Rosemond Aristide, qui n'a pas démenti ces informations, a évoqué les conditions difficiles de travail des policiers, en guise de défense.

Le manque de matériels de travail empêche la police de faire face aux bandits, fait remarquer l'inspecteur, avançant que la police

considérant la faible production de la campagne de printemps éprouvée par de fortes chaleurs. La volatilité des prix fait augmenter l'insécurité alimentaire.

Ajoutée à la sécheresse, cette situation risque de faire augmenter l'insécurité alimentaire en Haïti, quelques semaines après le passage de la tempête tropicale Isaac (24 - 25 août 2012) qui a durement affecté l'agriculture haïtienne.

Pour plus de détails, lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13381>

et l'on ne sait pas quand les autorités apporteront une solution», réagit Rosette Célestin.

« Chaque saison de pluie est pour moi une période de grandes difficultés. Je dois payer plus de 200 gourdes pour nettoyer ma maison », déplore Thermilia Gilbert, une sexagénaire, propriétaire d'une maison. Dans les quartiers de Bois Verna, de Cité Silence et de Chérival, certaines personnes ne cachent pas leurs colères à l'encontre des autorités locales qu'elles accusent d'inertie devant des risques pourtant bien visibles.

Le maire de la ville de Hinche, André Renard, parle d'absence de synergie entre les institutions étatiques pour justifier l'indisponibilité des services d'assainissement.

Pour plus de détails, lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13374>

locale ne saurait répondre à des « invitations superflues », comme celle de sécuriser un match de football.

Un mouvement, dénommé « assaillants », composé de prétendus anciens militaires et initié à Pernal, a laissé beaucoup de séquelles dans la zone depuis 2003-2004 (au moment du soulèvement populaire contre l'administration de Jean-Bertrand Aristide) et favorisé les gangs, souligne l'inspecteur de police qui appelle à un encadrement de la hiérarchie de l'institution policière nationale. Des armes illégales et de grands calibres circulent toujours dans la zone, rappelle-t-il.

Depuis un différend, dans lequel était impliqué, en juillet 2012, un agent de l'institution, les policiers nationaux de Belladère tendraient à garder un profil bas en s'abstenant de toute implication dans diverses activités de "protéger et de servir" pour la population de Belladère.

Pour plus de détails, lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13369>

---

A lire également : **Des sénateurs enquêtent sur un dossier de corruption, dénoncé chez la famille présidentielle**  
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article13389>